

Et si Hollande n'était qu'un miroir ?

Il y a quelque chose de gênant dans le Hollande-bashing quotidien qui se manifeste dans la presse comme sur Internet. En effet, en faisant porter à Hollande toute la responsabilité pour la crise actuelle, on exonère la gauche de la sienne, pourtant majeure.

Il suffit de poser la question « *Par qui remplacer Hollande à gauche ?* » pour voir que les choses ne sont pas si simples : une écologiste comme Cécile Duflot à qui il a suffi de quelques mois au gouvernement pour mettre la pagaille dans le logement avec une loi mal fichue, un ténor de la gauche comme Ayrault, DSK, Lang ou Cahuzac ? La simple évocation de leur nom suffit à démontrer qu'ils font davantage partie du problème que de la solution.

En fait, quand Hollande proclamait que son « *ennemi était la finance* », quand il donnait comme recettes pour réduire le chômage la création de dizaines de milliers d'emplois de professeurs et les emplois avenir pour les jeunes, quand il disait qu'il allait renégocier l'accord budgétaire européen, cette désignation de l'ennemi, ces recettes et ce volontarisme simplistes étaient approuvés par la gauche dans son ensemble. Là est le problème.

La gauche n'a pas de solution crédible pour résoudre le problème de la dette, dette à l'augmentation de laquelle elle a grandement contribué depuis l'élection de François Mitterrand en 1981. La gauche est toujours imprégnée d'une vulgate marxiste qui consiste à dire qu'il « *faut faire payer les riches* » – ceux-là n'étant d'ailleurs jamais clairement définis – pour résoudre nos problèmes.

La gauche pense que le profit est un peu honteux alors que la dépense étatique est entourée d'une noble aura de désintéressement. La gauche pense que l'État et les collectivités locales ont le devoir de « *créer des emplois* » ou de développer d'innombrables « *aides à l'emploi* » avec de l'argent public, pour lutter contre le chômage.

La gauche s' imagine qu'il suffit de donner le nom de « *conquête sociale* » ou d'acquis social à une réforme (retraite à 60 ans, régimes spéciaux) pour que la question de leur financement n'ait plus à être posée.

La gauche pense qu'il y a des trésors cachés quelque part dans le capitalisme et qu'il suffit de taxer les profits des grandes entreprises ou d'imposer les dividendes des actionnaires français pour remettre nos finances à flot. La même gauche va pleurer quand des entreprises du CAC 40 délocalisent leur production, quand on constate que les marges des entreprises françaises se réduisent et qu'elles manquent de capitaux, quand des fonds de pension étrangers prennent des parts importantes d'entreprises nationales sans voir qu'elle a contribué à tous ces développements, qu'elle a tout fait pour décourager un actionariat populaire français ou le développement de retraites par capitalisation.

Et si ce que les gens de gauche et d'une partie de la droite n'aimaient pas chez François Hollande était seulement le reflet grossissant de leurs propres travers ?